

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE  
 /ENTREPRISES ET RECHERCHE  
 /RECHERCHE INNOVATION

Dossier suivi par : Clara SCHMIDT  
 Rédigé le : 03/03/2015

Rédaction MEL et CRIDA

## Objet

### Restitution groupes de travail ESS

11 février 2015  
 17 h 00 – 20 h 00  
 Salle du patio A, B, C

Réunion présidée par : Marc GODEFROY

Liste des participants en annexe  
 PJ : Diaporama diffusé

#### Ordre du jour de la réunion

N°	POINT	TRAITE (O/N)
1	Rappel du calendrier	O
2	Mise en perspective des actions 2015-2020	O
3	Retour sur les rencontres	O
4	Enjeux recensés à l'occasion des consultations	O
5	Suite des travaux	O

#### Décisions

N°	ACTION A MENER	QUI	ECHEANCE
1	Organisation de 4 groupes de travail thématiques	MEL	Fin mars / début avril

#### Accueil

Marc Godefroy, conseiller métropolitain délégué à l'ESS accueille les participants et introduit la rencontre, qui vise à restituer les quatre rencontres de concertation pour l'écriture du plan ESS qui ont eu lieu fin janvier. Les attentes des différents partenaires de la MEL ont été recensées à cette occasion (communes, acteurs de l'ESS, responsables de la MEL). Le travail va se poursuivre avec l'organisation d'une deuxième session de groupes de travail (fin mars, début avril), et d'une consultation du conseil de développement.

**Présentation Malika Bohem-Monnier (MEL), Clara Schmidt (MEL) et Laurent Fraise (CRIDA)**

#### 1 / MISE EN PERSPECTIVE DES ACTIONS 2015/2020

Cf diaporama 5 à 7 pour la présentation

**Remarques et échanges d'ordre général :**

**Vincent Boutry (UPC Roubaix) :** La présentation reste encore générale. Plutôt que « sensibiliser et former », propose plutôt une mise en débat avec le reste de l'économie, dans une logique ascendante.

**Emmanuel Jendrier (Rhizomes)** : Il est préférable de ne pas décliner l'accompagnement à la création sur le seul mode de l'économie de l'emploi qui découle ou non de la création d'activité. Nécessité de maintenir l'esprit de l'appel à projets qui soutient d'abord l'activité et l'initiative et pas uniquement l'emploi, surtout dans une période où le Medef se montre plutôt réticent sur les contreparties au pacte de responsabilité.

Concernant les alliances entre l'ESS et autres acteurs de l'économie générale, attention à ne pas glisser et ranger l'ESS dans d'autres modes de réalisation de l'économie (collaborative, circulaire, de la fonctionnalité...). Collaborer oui, mais pas confondre les formes d'économie. Comment travailler avec ?

La région NPDC a été un pôle d'excellence de l'ESS. Est-elle toujours en pointe ? De même que la MEL ? On n'est pas en pointe sur les coopératives, sur la création associative solidaire...

**Gérard Dechy (APES)** : Quand on n'habite pas la Métropole, on mesure l'avancée et le dynamisme de la politique ESS de la MEL. Le fait que l'on soit aussi nombreux à cette réunion témoigne de l'intérêt qu'elle suscite.

Dans les enjeux et axes mentionnés, on s'adresse plus aux acteurs de l'ESS qu'aux citoyens de la MEL. La question de la sensibilisation du grand public reste complexe. C'est néanmoins une condition au changement d'échelle de l'ESS.

Chercher des modes d'actions pour que les citoyens soient plus associés ? Comment les citoyens s'engagent et relaient les politiques ESS ? Comment mobiliser la citoyenneté économique ? Par le biais de la finance solidaire ? Par le biais du crowdfunding ? C'est aussi un message aux élus pour les inciter à inscrire l'ESS dans leur programme.

Comment faire en sorte que la TRI se fasse avec les citoyens ?

**Bruno Delaval (URIOPSS)** : Exprime sa satisfaction sur les points présentés mais précise qu'il y a nécessité de les réécrire pour qu'ils soient plus parlants pour les acteurs. La formulation donne l'impression que la MEL parle pour les acteurs et non avec.

Propose de reformulation du premier axe : « Soutenir les activités de l'ESS, leur développement et leur accompagnement » qui donne à penser qu'on élude le soutien à la création.

Faire figurer les acteurs dans l'axe « Visibilité, exemplarité, ... ». Les communes n'encadrent pas les acteurs de l'ESS mais appuient des dynamiques d'acteurs sur les territoires.

## 2 / ENJEUX RECENSES A L'OCCASION DES CONSULTATIONS

Cf diaporama 9 à 14 pour la présentation

### **Remarques et échanges sur l'axe « soutenir les alliances entre acteurs de l'ESS et acteurs de l'économie métropolitaine »**

**Lucien Petit (SCIC CLISS XXI)** : La mutualisation des acteurs de l'ESS avec les filières d'excellence est un point important. Quelle place des acteurs de l'ESS dans Euratechnologies par exemple ? Concernant l'économie numérique, ne pas se cantonner au numérique solidaire et la lutte contre la fracture numérique. Il y a d'autres enjeux et liens avec l'ESS : la question de la traçabilité et du tracking des données numériques est un enjeu citoyen ainsi que celui des logiciels libres qui a une communauté de valeurs avec l'ESS.

**Hervé Knecht** : concernant l'axe alliance ESS et l'économie générale, il y a une belle opportunité avec le programme social business Nord de France (SoBizHub) lancé avec le Réseau Alliances. Il s'agit d'aller au-delà d'une démarche « RSE light » qui consiste à embaucher des jeunes, des femmes, des jeunes issus de la diversité, faire de la récupération de l'eau de pluie et de la valorisation des déchets. Aller vers une RSE 3.0 où les entreprises deviennent des acteurs sur le territoire en menant des actions communes si possible avec l'ESS qui sont des acteurs territoriaux. Un vrai lieu de rencontre qui n'a pas vocation à recréer ce qui existe mais à le mettre en valeur et en réseau !

**Emmanuel Jendrier (Rhizomes)** : Concernant le décroisement des réseaux d'accompagnement à la création, ce peut être une occasion de travailler en commun. Oui volontiers. Il y a avait un séminaire régional des acteurs du développement local qui n'existe plus. Mais si c'est imaginer que l'accompagnement à caractère collectif et l'accompagnement des entreprises individuelles relèvent d'un même métier, c'est problématique.

Décloisonner l'ESS et les services de proximité est un enjeu. En région parisienne il y a des collaborations entre l'artisanat et les Fablab, sur la fabrication de pièces en petites quantités. Au-delà de l'échange d'information et de services, il y a de vrais espaces de travail pour la collaboration à imaginer.

**Marc Godefroy (MEL)** : La baisse des financements publics risque de générer de la perte d'emplois, notamment dans le secteur associatif.

Il faut donner corps économique à des formes d'activités qui ne sont pas des emplois mais qui produisent de la richesse, ce qui renvoie à l'interprétation de la création de richesse. Cette question est ressortie à l'occasion d'une présentation de la démarche Troisième Révolution Industrielle par Jérémie RIFKIN à destination des élus de la MEL. La question était posée sur l'impact emploi des activités de la TRI, or il faut mesurer l'impact en termes de richesse également et pas uniquement en termes d'emploi.

**Laurent Fraise (CRIDA)** : il y a un vrai enjeu de réflexion sur la place de l'emploi dans l'ESS.

**Remarques et échanges sur les axes « accompagner la création et le développement d'activités de l'ESS » / « accompagner la mise en réseau et la mutualisation des acteurs de l'ESS »**

**Jean-Louis Poillion, Jardins de Cocagne de la Haute Borne** : Le soutien ne doit pas se limiter aux aides au démarrage, il y a également nécessité d'accompagner les associations qui font appel aux financements européens, il faudrait, à cet effet, envisager la possibilité d'apport en fonds associatifs par les collectivités. Cela permettrait de reconstituer le niveau de trésorerie sur la durée des délais de paiement des fonds européens.

**Marc Godefroy** : Précise qu'il partage la préoccupation de la question des fonds propres des structures de l'ESS, qu'effectivement les collectivités abondent souvent au financement des démarrages des structures et ne prennent pas suffisamment en compte la question du financement de la croissance.

**Philippe PARY (MRES)** : Sur cette question des fonds propres, les collectivités malmènent les associations. Le collectif des actions citoyennes a mis en évidence que les pouvoirs publics avaient demandé aux associations qui avaient bien géré et disposait d'un haut de bilan correct de se serrer la ceinture au risque de les mettre aujourd'hui en péril.

**Marc Godefroy** : La MEL intervient en financement ponctuel, et ne finance pas le fonctionnement récurrent. Mais il est vrai que la question de la responsabilité de la MEL dans le financement des associations se pose : nous finançons des associations sportives, culturelles...

**Remarques et échanges sur l'axe « visibilité, exemplarité, attractivité de l'ESS métropolitaine » et l'axe « accompagner les territoires à l'émergence / concrétisation de projets ESS »**

**Christiane Bouchart (MEL)** : Concernant les achats responsables, le cadre de la loi ESS permet de faire évoluer la question des marchés publics en s'appuyant sur la nouvelle réglementation des marchés européens... A travailler prochainement collectivement.

Sur la question de l'articulation des niveaux d'échelle entre structure métropolitaine et les territoires. Il faut réfléchir sur la synergie commune et le bon niveau d'intervention des territoires ? A Lille par exemple, on a créé une accorderie qui est une structure qui relève pleinement de la proximité mais qui pour laquelle on doit engager la discussion avec les autres niveaux de territoires (CG, Région,...) parce qu'il s'agit d'un projet qui mérite d'être essaimé sur d'autres territoires.

Concernant le financement des associations, il faudrait pouvoir sacraliser le budget des associations dans les collectivités locales car les risques de baisse de financement sont réels. Je suis également favorable à des conventions pluriannuelles.

**Marc Godefroy** : Sur la question des territoires, il faut revisiter l'appel à projets territoires en prenant en compte ce qui n'a pas fonctionné pour le faire évoluer.

**Dominique Crepel (CRESS)** : A ce sujet, il faut tenir compte également des acteurs présents sur les territoires, et pas seulement des collectivités territoriales.

**Marc Godefroy** : Associer les acteurs mais également les maisons de l'emploi qui pourraient contribuer à accompagner les collectivités dans la définition de leurs besoins.

### **Remarques et échanges sur l'axe « sensibiliser / former à l'ESS »**

**Jean Quéméré (CRESS)** : Souligne l'importance de 3 points à ajouter dans cet axe : la formation des bénévoles, l'enjeu de la GPEC, le dialogue social territorial.

Heureux d'être intelligent collectivement et est en phase avec ce qui est proposé.

**Emmanuel Jendrier (Rhizomes)** : Sur la formation, il y a deux gros enjeux : la formation des salariés vient d'être réformée et cela va impacter l'ESS dont les structures qui ont peu de salariés partent rarement dans des formations longues, certifiantes et qualifiantes.

Sur la formation des bénévoles, l'ADVA (Accompagnement et Développement de la Vie Associative) est diminué par deux cette année. Faut-il développer de l'offre de formation si les bénévoles ne peuvent y accéder ? C'est un vrai problème.

**Marc Godefroy** : Peut on s'appuyer sur les travaux de l'ADEC porté par la CRESS sur l'enjeu de la formation des bénévoles ? Comment penser la réforme de la formation professionnelle (le compte personnel de formation, le contrat d'évolution professionnelle) dans le cadre de l'ESS.

La question de la sensibilisation du citoyen est à travailler. On a prévu des Assises de l'ESS mais elles seront orientées vers l'auto-représentation de ce que l'on est. Une sorte d'autostimulation et un échange qui renforce et valorise le milieu de l'ESS plus que la sensibilisation des citoyens. L'appropriation citoyenne est toutefois un réel enjeu.

**Jean Louis Poillion** : Pour la sensibilisation du citoyen, on peut aussi s'appuyer sur ce qui est fait dans les structures (Exemple des journées portes ouvertes). Proposition d'organiser un stand ESS sur les évènements existants pour valoriser les initiatives.

**Anthony Beharelle, CROC LA VIE** : Sensibilisation citoyens mais aussi consom'acteurs. Comment prendre en charge les externalités sociétales dont les concurrents ne veulent pas ? On ne vend pas juste des repas de la petite enfance... Les gens nous disent être intéressés mais considèrent que le service coûte trop cher.

Plus besoin de prouver la plus-value de l'ESS, mais dans la pratique les restrictions font que les gens vont vers le discount. Je ne veux pas revoir à la baisse mes convictions ESS. Je rencontre de réelles difficultés à rester présent face à des concurrents qui cannibalisent les valeurs de l'ESS. Les gens sont sensibilisés mais ils ne peuvent pas aller plus loin. La CAF avait commencé à intégrer la prise en charge par la puissance publique des externalités. Comment influencer les donneurs d'ordre pour qu'ils changent leur comportement ? La sensibilisation rencontre ici ses limites pour contribuer à l'évolution des comportements

**Vincent Boutry** : Propose de partir de la question du travail et du chômage, des formes de travail, d'activité et emploi. Mettre en débat cette question interpelle plus les citoyens que la création d'activité ESS. L'ESS a une dimension plus entrepreneuriale que populaire.

**Claire Marie Mériaux, Collectif Catalyst** : Idée de fonctionner au-delà des subventions par un financement des contributions, des indépendants (exemple du soutien à l'essaimage du coworking). Il ne s'agit pas de faire vivre le collectif car ce sont nos contributions qui ont de la valeur.. Pour le moment on le fait pour l'amour de l'art...

**Marc Godefroy** : Il faut une mise en économie de la production de ces communs. Proposition de lancer un chantier sur la mise en place d'une monnaie locale et complémentaire comme mise en économie des communs et de la richesse associée à la production d'externalités... Idée de créer une sorte de banque centrale des externalités ? Il faut expérimenter et modéliser. C'est un engagement personnel et politique.

**Christine Masounabe, APES** : à part les SEL, les autres monnaies complémentaires sont articulées à l'euro... Question du partenariat avec les SEL ? Il faut border juridiquement ces sujets, sinon on risque des contentieux avec l'URSSAF.

**Gérard Dechy** : Les réponses apportées par l'ESS font à la fois appel au marché et au non marché (apport en industrie). Le non monétaire, ce qui n'est pas intégré dans le PIB, doit être valorisé.

### Remarques et échanges sur l'axe « recherche / innovation »

**Anne- Laure Federici, RTES** : Comment penser innovation sociale et innovation territoriale ?

Sur les liens entre chercheurs et acteurs de l'ESS, il faut se saisir de l'appel à projets chercheurs citoyens, pour lequel une enveloppe importante est dédiée en Nord Pas De Calais.

**Laurent Fraisse, CRIDA** : C'est une réelle opportunité, car il n'y a pas de telles dotations dans d'autres régions.

**Hervé Knecht** : Il manque une politique autour du développement du bénévolat. Il faut faire en sorte que nos citoyens soient utiles socialement.

**Jean Quéméré** propose de faire apparaître dans la déclinaison des enjeux la promotion du secteur du handicap au côté de celui déjà cité de l'IAE.

Par ailleurs, il faut ajouter l'enjeu de l'observation. Il faut savoir se compter par des travaux d'études ciblés. Dire combien on est, c'est important. A faire figurer dans le PMDE.

## 3 / SUITE DES TRAVAUX

Quatre groupes de travail correspondant aux enjeux identifiés seront organisés fin mars / début avril, et mélangeront les publics. Il s'agira de passer du niveau enjeux au niveau actions, dans une logique de confrontations d'idées.

⇒ Vigilance à ne pas oublier des thématiques transversales comme la mobilisation citoyenne.

## LISTE DES PARTICIPANTS

Etaient présents

Nom	Prénom	Fonction	Structure
BABUT	Yann	Administrateur	CIGALES
BEHARELLE	Anthony	Gérant	CROC LA VIE
BOHEM MONNIER	Malika	Responsable ESS et emploi	METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE
BOST SAUDO	Stéphanie		INTERPHAZ
BOUCHART	Christiane	Vice Présidente	METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE
BOUTRY	Vincent	Directeur	UPC
BOUVIER	Emilie	Présidente	E2I
BRABANT	Guillaume	Gérant	RESTER CHEZ SOI
BRABANT	Loïc	Co directeur	INITIATIVES PLURIELLES
BRASSART	Cathy	Directrice EA Roubaix	APF
CABARET	Baptiste	Manager de projet	VOISIN MALIN
CHATTUAIS	Hervé	Chargé de mission RH/GPECT	MAISON DE L'EMPLOI LILLE LOMME HELLEMES

CHAYBOUTI	Saâdia	Directrice	OPTEOS
CLAUDEL	Claudie	Chargée de mission Plan de prévention Déchets	METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE
COUROUBLE	Laurent	Chargé de mission	APES
CREPEL	Dominique	PRESIDENT D'HONNEUR	CHAMBRE RÉGIONALE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
DECHY	Gerard	Président	ACTEURS POUR UNE ECONOMIE SOLIDAIRE
DECONINCK	David	Directeur Adjoint	CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT
DELARUE	Lise	Directrice Générale	MAISON DE L'EMPLOI LILLE LOMME HELLEMES
DELAVAL	Bruno	Directeur	URIOPSS
DELCOURT	Léonard	Adjoint au Maire - Développement économique et ESS	MAIRIE DE ROUBAIX
DELEMER	Audrey	Accompagnatrice des créateurs d'entreprises	RHIZOMES
DELEVAQUE	Guillaume	Chargé de mission	MAILLAGE
DELFAIRIERE	Bérengère	Directrice	APES
DEMARET	Nathalie	Chargée de mission création d'entreprises	MDE VILLENEUVE D'ASCQ
DEREUMAUX-LEDOUX	Ludivine	Chef de service	METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE
DERIQUEHEM	Sophie	Chargée de développement	ASS DEVELOP DE L'EMPLOI METIERS NOUVEAUX / CITEO
FEDERICI	Anne-Laure	Déléguée Générale	RTES
FERYELLE	Aziz	Directeur Régional	GRANDS ENSEMBLE
FOURNIER	Frédéric	Chargé de mission	YAMANA
FRAISSE	Laurent	Consultant	CRIDA
FRYS	Sophie	Présidente	VIVEZ NATURE!
GARET	Benoît	Directeur	RIF
GODEFROY	Marc	Conseiller métropolitain délégué à l'ESS	METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE
JENDRIER	Emmanuel	Directeur	RHIZOMES
KNECHT	Hervé	Membre du conseil de développement de Lille Métropole	CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DE LILLE METROPOLE
LE COZ	Michael	Directeur	MAILLAGE
LE DANTEC	Caroline	Directrice	CITEO
LEGZOULI	Fatiha	Co-directrice	INITIATIVES PLURIELLES
LELONG	Fabienne	Directrice	PÔLE EMPLOI LILLE - FIVES
LEMOINE	Marine	Responsable secteur insertion	URIOPSS
LEPEE	Adrien	Chargé de mission	CONSEIL GÉNÉRAL DU NORD
MASOUNABE	Christine		APES - SEL
MATHÉ	Michèle	Directrice	ECOLE DE LA 2E CHANCE
MERIAUX	Claire Marie	Membre du collectif	CATALYST
MIECAZE	Philippe	Directeur	URIAE
MONTEIRO	Sandra	Chargée de mission	CIGALES
NOEL	Olivier	Président	MAILLAGE

PARY	Philippe		SOC COOP EN INFORMATIQUE LIBRE (SCIL)
PEPERSTRAETE	Pascal	Président	ADELIES WEPPE
PETIT	Lucien	Directeur	CLISS XXI
POILLION	Jean-Louis	Directeur	SIA2E / JARDIN DE COCAGNE HAUTE BORNE
QUÉMÉRÉ	Jean	Président	CHAMBRE RÉGIONALE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
ROUSSEAUX	Marion		OKARINA
ROUSSEL	Michel	Délégué Général	CIGALES
SAUVAGE	Bertrand	Directeur de l'Économie	MAIRIE DE ROUBAIX
SCHMIDT	Clara	Chargée de mission ESS	METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE
SENEZ	Caroline	Directrice	INITIATIVES ET CITÉ
SUES	David	Directeur	NORD ACTIF
TOP	Rémi	Chargé de mission	ASSOCIATION RÉGIONALE DES AMAP NPDC
VANDERMEERSCH	Jean-Paul		CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT
VUILLAUME	Antoine	Gérant	VOIX PUBLIQUE
WOJKOWSKI	Jean Marc	Chargé de mission	MINE D'ECHANGES